

Le premier ministre, semble-t-il, doit avoir des pourparlers avec le premier ministre de l'Alberta. Il aura peut-être quelque chose à lui proposer. Nous ajournerons bientôt. Je voudrais lui proposer d'inscrire quelques sujets à son programme pour les vacances d'été en ce qui concerne la politique énergétique. J'aimerais qu'il se rappelle, comme les Canadiens ont de plus en plus présents à l'esprit, les éléments importants des propositions très souples que nous avons faites dans le dossier de l'énergie et contre lesquelles le parti libéral et le Nouveau parti démocratique ont voté dans leur étroit esprit de parti.

● (1540)

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Ces éléments étaient conçus pour assurer la sécurité des Canadiens et celle de leur approvisionnement en énergie et comportaient, entre autres, les points suivants. Premièrement, un régime d'établissement des prix qui aurait suffi à encourager la prospection au Canada, y compris la recherche de sources non traditionnelles d'énergie dans des régions qui n'ont pas été explorées avec succès dans le passé, et qui aurait incité les producteurs canadiens à aller de l'avant et à garantir la sécurité de nos approvisionnements parce que nous croyons que le Canada, avec les ressources dont il dispose et avec l'esprit d'initiative de ses citoyens et de ses industries, est parfaitement capable de réaliser son autarcie énergétique avant 1990. C'était notre but, cela devrait être celui de tout le pays, cela pourrait le devenir, mais c'est apparemment celui auquel le gouvernement libéral a renoncé et auquel je lui recommande de revenir non dans mon intérêt, mais dans celui du pays qu'il a été appelé à gouverner pendant encore quelques années.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Deuxièmement, et je le dis à l'intention toute particulière du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui est malheureusement absent, le programme global qui visait à assurer l'avenir énergétique du Canada, à tirer parti des ressources précieuses que nous avons en tant que pays producteur d'énergie, prévoyait une disposition de force majeure qui, mieux que l'accord énoncé, aurait permis au gouvernement du Canada d'isoler le prix canadien des fluctuations que pourraient subir le prix mondial, les prix de l'OPEP. Cette disposition de force majeure était une protection que contenait notre accord, mais nous n'avons aucun moyen de savoir si l'accord que le gouvernement libéral a signé contient cette protection, ni ce qu'elle est.

Troisièmement, nous reconnaissons, comme élément essentiel de la politique énergétique du Canada, qu'il fallait aider les Canadiens qui souffriraient le plus des majorations de prix inévitables dans une économie moderne. Nous avons donc proposé d'accorder un crédit d'impôt à l'énergie aux Canadiens à faibles revenus de tout le pays. Je rappelle à la Chambre que

Des voix: Oh, oh!

le NPD et le parti libéral ont voté contre le crédit d'impôt à l'énergie, mais il avait été présenté par notre parti, par le gouvernement que nous formions, comme élément fondamental du programme énergétique . . .

Ajournement d'été

M. Clark: Je suis en butte aux sarcasmes du député de Timmins-Chapleau (M. Chénier). J'ai eu presque envie de dire le député de Hollywood. On voit bien qu'il est contre le crédit d'impôt. Cela ne me surprend pas étant donné que, l'autre soir, il a applaudi à l'annonce d'une hausse du prix que ses commentateurs auront à payer pour leur fuel domestique, un fardeau que notre gouvernement ne leur aurait pas imposé.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous avons proposé ces mesures pour aider les Canadiens qui en avaient le plus besoin. C'était là un autre élément important de notre programme. Nous reconnaissons que certaines régions du Canada dépendaient trop du pétrole pour satisfaire leurs besoins en matière d'énergie. C'est pourquoi nous avons prévu une aide particulière pour les provinces de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard qui étaient le plus exposées à payer les hausses inévitables des prix mondiaux du pétrole. Nous avons proposé une taxe d'autosuffisance énergétique qui aurait rapporté quelque six milliards de dollars. Nous avons proposé une taxe qui auraient privé les multinationales pétrolières du pays de six milliards de dollars et le NPD a voté contre. Le NPD a voté de façon à épargner aux multinationales une charge fiscale de six milliards de dollars que nous avons l'intention de leur imposer.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Cet impôt d'autosuffisance qui frappait l'industrie énergétique devait être affecté entièrement aux approvisionnements et à la conservation au Canada.

Nous avons proposé dans une série de mesures la création d'une banque canadienne de l'énergie qui encouragerait les Canadiens et les sociétés sous mainmise canadienne à investir dans des projets énergétiques au Canada. Une fois encore le parti libéral a passé sous silence cet important facteur et n'a proposé aucune dispositif de ce genre. Notre parti s'est engagé à promouvoir et nous l'avons prouvé en proposant la création de la banque de l'énergie la mainmise des Canadiens dans le domaine de l'industrie énergétique au Canada. Tel est le principe contre lequel le NPD et les libéraux se sont prononcés, mais nous l'avons adopté et nous nous en sommes inspiré dans les mesures énergétiques que nous avons présentées alors que nous étions au pouvoir. Nous croyons à la mainmise canadienne dans le domaine des ressources énergétiques au Canada et nous avons donné aux Canadiens un programme qui aurait permis d'atteindre cet objectif.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Voilà un certain nombre des éléments de notre programme énergétique et nous avons vu le NPD voter contre la mainmise canadienne, contre les gagne-petit, contre la sécurité énergétique, histoire de faire beaucoup de bruit à la Chambre. Manifestement, il essaie de minimiser ses actes, mais ce parti a voté contre les gagne-petit, contre la canadienisation des sociétés pétrolières et contre la sécurité des approvisionnements. Même s'il ne trouve pas cela agréable à entendre, il va devoir s'y habituer, car il entendra encore beaucoup parler de ce qu'il a fait contre les intérêts des Canadiens.